

# SÉCURITÉ SANS PROTECTION

POURQUOI LA MILITARISATION DU SAHEL FRAPPE  
AVANT TOUT LES CIVILS



**ROSA  
LUXEMBURG  
STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

**MOHAMED ISSOUF AG MOHAMED**



# **SÉCURITÉ SANS PROTECTION**

**Pourquoi la militarisation du Sahel frappe avant tout les civils**

**———— MOHAMED ISSOUF AG MOHAMED**





## **IMPRINT**

Published by the Rosa-Luxemburg-Stiftung West Africa Regional Office

Author : Mohamed Issouf Ag Mohamed

Cover Illustration & Editorial design : Yessine Ouerghemmi

**This publication or parts of it can be used by others for free as long as they provide a proper reference to the original publication. The content of this publication does not necessarily reflect the official opinion of the Rosa-Luxemburg-Stiftung. Responsibility for the information and views expressed therein lies with the authors.**



**ROSA LUXEMBURG STIFTUNG**

WEST AFRICA OFFICE

**Dans** le Sahel, la multiplication des interventions militaires n'a pas réduit l'insécurité. Au contraire, elle l'a souvent aggravée. Depuis une quinzaine d'années, la région sahélo-saharienne est devenue un espace de militarisation croissante, où s'entrecroisent armées nationales, puissances étrangères et sociétés militaires privées. États-Unis, France et autres pays européens, Russie, Turquie, Chine ou encore monarchies du Golfe : tous ont renforcé leur présence à travers des bases, des partenariats militaires et des dispositifs sécuritaires. Pourtant, cette accumulation de forces n'a pas débouché sur une amélioration durable de la protection des populations civiles.

Le paradoxe est désormais bien établi : plus d'acteurs armés, moins de sécurité réelle. Comment expliquer cette contradiction persistante ?

## ■ QUI MILITARISE LE SAHEL, ET POURQUOI ?

La militarisation du Sahel ne peut pas être réduite à la lutte contre les groupes jihadistes. Elle repose sur une pluralité d'acteurs aux intérêts parfois convergents, souvent concurrents. Pendant des années, la France et ses partenaires européens ont justifié leurs opérations -notamment Barkhane ou Takuba - par la stabilisation de la région. Mais ces interventions s'inscrivent aussi dans d'autres logiques : maintien d'influence stratégique, contrôle de zones sensibles et externalisation des frontières européennes pour contenir les dynamiques migratoires. Même après les retraits officiels et les discours de

rupture dans plusieurs pays de la région, les coopérations militaires persistent. Au Niger, par exemple, plusieurs centaines de soldats italiens restent déployés malgré les recompositions politiques et les tensions diplomatiques.

Dans le même temps, de nouveaux acteurs ont renforcé leur présence: Turquie, Chine, Maroc, Émirats arabes unis, et surtout la Russie via des structures militaires privées. Tous cherchent à consolider leur accès aux ressources naturelles et à s'ancrer dans une région devenue un espace central de compétition internationale.

La sécurité devient alors un langage commun qui masque des stratégies différentes. Derrière les discours de stabilisation, ce sont des logiques d'influence, de positionnement stratégique et d'accès aux ressources qui structurent l'action des puissances.

Dans ce cadre, la militarisation n'est pas un instrument neutre de protection. Elle devient un outil de projection de puissance. Sa persistance ne s'explique pas par son efficacité, mais par son utilité politique.

## ■ LES CIVILS AU CENTRE DE LA VIOLENCE

Les populations civiles, censées être les principales bénéficiaires des politiques de sécurité, en deviennent les premières victimes. Dans de nombreuses zones du Sahel, les opérations militaires ont contribué à une hausse des violences, à des déplacements massifs et à une détérioration continue des conditions de vie. Plusieurs épisodes illustrent cette réalité. À Moura, au Mali, plus de cinq cents personnes auraient été tuées lors d'une opération militaire en 2022 impliquant

des objectifs sécuritaires et stratégiques.

Dans les zones rurales et pastorales, les effets sont encore plus profonds. Les opérations terrestres et les frappes aériennes détruisent les conditions mêmes de la vie: points d'eau, pâturages, routes de transhumance. La destruction de ces espaces fragilise durablement les économies locales et les systèmes de mobilité. L'essor des drones et la surveillance permanente renforcent encore cette pression. La menace devient diffuse, invisible, omniprésente. Se déplacer devient un risque en soi.

**“ LES OPÉRATIONS TERRESTRES ET LES FRAPPES AÉRIENNES DÉTRUISENT LES CONDITIONS MÊMES DE LA VIE. ”**

les forces maliennes et leurs partenaires. À Abeibara, dans la région de Kidal, des dizaines de civils ont été tués en 2024. Au Burkina Faso, des organisations de défense des droits humains ont documenté des massacres similaires, notamment à Solenzo, où des violences à caractère ethnique ont été rapportées. Ces événements ne peuvent pas être considérés comme de simples “dommages collatéraux”. Ils traduisent une logique structurelle dans laquelle la protection des civils est reléguée derrière

Dans certains cas, cette transformation de l'espace ouvre aussi la voie à des dynamiques d'accaparement. L'exploitation des ressources minières et des terres rares dans la région sahélienne suppose souvent une recomposition des usages du territoire, au détriment des populations locales. La violence militaire contribue alors, directement ou indirectement, à ces reconfigurations.

## **SURVIVRE DANS UN ESPACE SOUS PRESSION**

Face à cette militarisation qui expose plus qu'elle ne protège, les populations développent des stratégies d'adaptation. Dans de nombreuses régions, une véritable "géographie de l'évitement" s'est mise en place : les routes principales sont contournées, les zones militaires évitées, les déplacements repensés en permanence. La mobilité, pourtant centrale dans les sociétés sahéniennes, devient un facteur de danger. De nombreuses familles quittent les zones rurales pour rejoindre les villes. Cette sédentarisation forcée bouleverse les structures sociales, économiques et culturelles, en particulier pour les populations nomades. L'usage croissant de drones et de surveillance aérienne renforce encore ce sentiment d'insécurité permanente, en rendant la menace difficile à anticiper.

Dans ce contexte, la confiance envers l'État et ses partenaires s'érode. Certaines communautés, privées de protection effective, cherchent d'autres formes d'arrangement sécuritaire, y compris avec des groupes armés non étatiques. Cette dynamique affaiblit progressivement la légitimité des institutions publiques. Elle contribue aussi à l'émergence d'acteurs armés capables de se présenter comme des alternatives de protection, dans des espaces où l'État est perçu comme absent ou menaçant.

Parallèlement, les mécanismes traditionnels de médiation - autorités coutumières, comités locaux de paix, organisations communautaires - sont marginalisés par des réponses sécuritaires centrées sur l'urgence militaire. Le tissu social s'en trouve fragilisé, et les divisions locales renforcées.

## **REPENSER LA SÉCURITÉ AU SAHEL**

La militarisation du Sahel ne constitue pas seulement une réponse inefficace à l'insécurité. Elle participe elle-même à la production de nouvelles formes de violence et d'instabilité. En se concentrant sur le contrôle territorial et la projection de puissance, les politiques sécuritaires actuelles déplacent la question de la protection des populations au second plan.

Repenser la sécurité dans le Sahel implique donc un changement de perspective. Il ne s'agit pas seulement de réduire la présence militaire, mais de reconstruire une approche centrée sur les besoins réels des populations, sur leurs droits et sur leurs capacités d'action. Tant que la sécurité restera pensée avant tout comme un instrument géopolitique, elle continuera de produire les effets inverses de ceux qu'elle prétend viser.

### *Sources et références*

Massacre de Moura (2022) : Opération documentée par plusieurs organisations de droits humains, dont Human Rights Watch.

Abeibara, Kidal (2024) : [RFI, 5 juillet 2024](#) (consulté le 05/05/2026).

Massacres à Solenzo, Burkina Faso (2025) : [Human Rights Watch, 12 mai 2025](#) (consulté le 05/05/2026).

Présence militaire italienne au Niger : Donnée issue des rapports de suivi des coopérations militaires européennes en Afrique de l'Ouest (2024–2025).